Les dialogues de la CEA

RÉDUIRE LE DÉFICIT DE COMPÉTENCES EN AFRIQUE

CEA & Oxford Economics Africa

Lundi 6 mars, de 10h00 à 11h30 GMT+1

Note de présentation

Contexte

L'Afrique détient actuellement le taux de croissance démographique annuel le plus élevé au monde (2,5 %). Sa population globale devrait atteindre 2,9 milliards d'habitants d'ici 2050, tandis que sa population en âge de travailler (15-64 ans) devrait presque doubler, passant de 783 millions en 2021 à 1,56 milliard en 2050 (Haver, 2022). L'Afrique se voit donc présenter une opportunité de dividende démographique, dans la mesure où la proportion de sa population en âge de travailler par rapport à sa population totale devrait passer de 56,2 % en 2021 à 62,6 % en 2050. Pour saisir cette opportunité, il faudrait toutefois que la population soit mieux formée, en meilleure santé et prête pour le futur monde du travail. Selon le Forum économique mondial, l'emploi hautement qualifié ne représente, en moyenne, que 6 % de l'emploi total en Afrique (hors Afrique du Nord), contre 24 % dans le reste du monde.

Faisant face à des crises multiples, les pays africains continuent d'être confrontés à l'incertitude du paysage mondial, à une baisse des recettes intérieures, à une augmentation du poids de la dette publique et à une capacité d'intervention de plus en plus limitée. Cette situation réduit la capacité des gouvernements à lancer des politiques visant à accélérer le développement durable. Elle limite également la capacité des pays à s'adapter aux dernières avancées technologiques dans un paysage mondial de plus en plus sophistiqué, interconnecté et numérique, au risque d'être distancés à l'ère de la quatrième révolution industrielle (4IR).

En ce qui concerne l'évolution des marchés du travail en Afrique, plusieurs mégatendances dont le changement climatique, les avancées technologiques, la numérisation et les changements démographiques, impactent la nature du travail et la demande de compétences à travers le continent. Les compétences (i) cognitives, (ii) socio-émotionnelles, (iii) techniques et (iv) numériques deviennent essentielles à la compétitivité des populations africaines dans un environnement régional et mondial en mutation. Avec les progrès technologiques rapides, les compétences numériques deviennent particulièrement importantes. Selon une étude récente de la SFI, environ la moitié des emplois en Afrique requièrent déjà des compétences numériques. Dans le même temps, le progrès technologique et l'adoption des technologies numériques peuvent contribuer à renforcer les compétences des travailleurs, y compris ceux qui ont un faible niveau d'éducation, et donc

à stimuler la productivité dans tous les secteurs et tous les emplois. Pour réaliser ce potentiel, des politiques soutenant la concurrence et l'accès des entreprises au capital sont nécessaires, en plus de travailleurs ayant une éducation de base et des compétences fondamentales.

La crise de la Covid-19 a accéléré les tendances clés impactant l'Afrique, comme la numérisation et la coopération régionale. Les changements structurels accélérés par la pandémie de la Covid-19 ont entrainé l'accentuation de certaines pénuries et inadéquations de compétences préexistantes ; cela vaut particulièrement pour les pénuries de compétences numériques. Les politiques devront donc s'attacher à trouver des moyens d'y remédier de manière à améliorer à la fois la productivité et les possibilités d'emploi. En outre, la migration continue de personnes qualifiées et les implications d'une libre circulation plus importante des personnes dans la zone de libre-échange continentale africaine devront être intégrées dans des stratégies visant à remédier aux pénuries et inadéquations de compétences dans les pays d'origine, notamment dans les secteurs critiques tels que la santé publique.

Dans ce contexte, le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord et Oxford Economics Africa organisent le webinaire « Réduire le déficit de compétences en Afrique » dans le cadre des préparatifs de la 55ème Conférence des ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement économique de la Commission économique pour l'Afrique (COM2023), prévue à Addis-Abeba (Éthiopie) du 15 au 21 mars 2023 sous le thème « Favoriser la reprise et la transformation en Afrique pour réduire les inégalités et les vulnérabilités ».

En mettant l'accent sur les expériences de l'Afrique du Sud, de la Côte d'Ivoire, de l'Égypte, du Kenya, du Maroc, du Rwanda et de la Zambie, le rapport à venir « Capital humain et création d'emplois productifs : remédier au déficit de compétences de l'Afrique », produit conjointement par la CEA et Oxford Economics Africa, montre que la demande de compétences spécifiques est à la fois un produit de la taille des secteurs nécessitant ces compétences, et un facteur déterminant la taille de ces secteurs. Il est donc recommandé aux gouvernements de suivre une double approche en mettant en place des structures d'éducation et de formation de manière à renforcer les compétences numériques et professionnelles répandues de leur main-d'œuvre tout en veillant à ce que les politiques et les infrastructures (matérielles et immatérielles) permettent le développement de secteurs stratégiques à même de réduire la pauvreté, créer davantage de valeur ajoutée et d'emplois.

Objectifs du webinaire

Ce webinaire sera l'occasion de présenter les principales conclusions et recommandations du prochain rapport sur « Le capital humain et la création d'emplois productifs : remédier au déficit de compétences de l'Afrique » et de discuter comment les pays africains peuvent utiliser la relation symbiotique entre l'offre de compétences et les développements sectoriels connexes pour générer une réaction en chaîne vertueuse afin d'accélérer leur développement et leur transformation économique.

Les participants chercheront à répondre aux questions suivantes :

- Comment les gouvernements peuvent-ils définir les compétences requises pour accélérer le développement dans les secteurs stratégiques ?
- Quelles sont les conditions pour accélérer le développement des secteurs stratégiques à travers des politiques de ressources humaines ? Quelles sont les caractéristiques du cadre de politique requis pour rendre cela possible ?
- Comment la « fuite des cerveaux » peut-elle avoir un impact sur les politiques gouvernementales et comment ses effets peuvent-ils être évités ?
- Au cours des 52 dernières années (depuis 1961), les risques liés à la sécheresse ont entraîné en Afrique des pertes économiques de plus de 70 milliards de dollars et contribué à une réduction de 34 % de la croissance de la productivité agricole. Comment les gouvernements peuvent-ils adapter leurs politiques pour atténuer l'impact du changement climatique sur leur économie et leur main-d'œuvre tout en exploitant les opportunités qu'il offre ?

Format de l'événement : https://zoom.us/webinar/register/WN_UJnqjnmcSSSXhlKGo-a59w

Date et heure : Lundi 6 mars à 10h00 CET / GMT+1

Langues : Les débats seront traduits simultanément en anglais, français et arabe.

Contacts :

- Alexia Claire Responsable marketing EMEA, Oxford Economics Africa : aclaire@oxfordeconomics.com
- Houda Filali-Ansary, Chargée de communication, Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord : filali-ansary@un.org